

# L'économiste en débat

Jean-Marc Daniel (74),  
administrateur de l'Insee, professeur d'économie à ESCP-EAP,  
rédacteur en chef de la revue Sociétal

Lorsqu'on participe aux travaux de X-Sursaut, la référence immédiate qui vient à l'esprit est celle de X-Crise, ce groupe de polytechniciens qui dans les années trente se réunit pour proposer des réformes. Le but était d'aider le pays à sortir de la récession et du chômage. On peut néanmoins s'interroger en remarquant que si les gens d'X-Crise avaient été à même de fournir aux dirigeants des solutions pérennes aux problèmes de l'époque, comment se fait-il qu'il faille encore soixante-dix ans après réunir des experts pour de nouveau réfléchir à la langueur économique française ? En d'autres termes, la réflexion économique a-t-elle fait si peu de progrès qu'il faille encore débattre, supputer, conjecturer pour répondre aux attentes de la société ? On trouve là une question ancienne qui est celle de la pertinence du savoir économique d'une part et de l'usage qui en est fait d'autre part. Ce dernier aspect, celui de l'usage fait de la science économique, se résume souvent dans la question : qui est économiste ?



D.R.

Jean-Marc Daniel

## Qui est économiste ?

Notre camarade Jean Peyrelevade (58) écrit dans son remarquable petit livre sur le capitalisme<sup>1</sup> que les Français ont une propension naturelle en économie à prendre pour des économistes des gens qui non seulement ne le sont pas mais encore développent des idées manifestement contraires aux notions les plus élémentaires que permet de maîtriser la science économique.

Il s'interroge ainsi sur le succès de Viviane Forrester et de son livre à bien des égards peu pertinent sur l'horreur économique, ou encore sur le respect quasi religieux apporté aux assertions de Pierre Bourdieu, sociologue de talent en tout point estimable

mais développant des raisonnements sur le capitalisme fondés sur une grande méconnaissance de la réalité et une certaine difficulté à manier les concepts mathématiques. On ne peut que partager le point de vue de Jean Peyrelevade et se demander en effet pourquoi les Français en général et certains vecteurs d'opinion en particulier attachent tant d'importance à des livres, à des personnages, à des opinions que dans des domaines autres que l'économie on n'hésiterait pas à assimiler à du charlatanisme.

Il faut dire que la définition de ce qu'est un économiste n'est pas claire. En France, par exemple, on confie les plus hauts postes des administrations

financières à des inspecteurs des finances en général issus de l'Ena, qui sont considérés par les Français comme des économistes mais qui passent aux yeux des Anglo-saxons pour des gestionnaires sérieux mais dépourvus de véritable culture économique. Que l'on compare le *curriculum vitae* du gouverneur de la Réserve fédérale des États-Unis avec celui de Jean-Claude Trichet, et on mesurera à quel point la France se distingue du reste du monde dans ce qu'elle considère comme un économiste. Lors d'une émission de télévision Jean Peyrelevade se trouva en compagnie de Jacques Marseille et de Raymond Barre. Le journaliste animateur gratifia Jean Peyrelevade qui est un ancien ingé-

nier de l'aviation civile et un ancien dirigeant d'entreprise et Jacques Marseille qui est professeur d'histoire du titre d'économistes. Le seul qui dans l'assistance détenait un diplôme d'économiste était Raymond Barre. Et il ne fut présenté et sollicité que comme homme politique.

On voit bien combien ambigu est le statut social de l'économie. Elle est considérée par certains épistémologues comme la science de référence car elle a été créée pour répondre à des besoins très concrets de la population tout en se développant dans son expression la plus aboutie selon des enchaînements logiques complexes proches de ceux des mathématiques. William Stanley Jevons, l'économiste anglais du XIX<sup>e</sup> siècle qui le premier considéra que l'économie ne pouvait se contenter d'une expression littéraire, avait coutume de dire : « Pour Galilée, la nature est un livre écrit en langage mathématique ; pour moi, la société est aussi un livre écrit en langage mathématique. Simplement, l'œuvre de Galilée avait besoin des mathématiques de Newton, la mienne de celles de Lagrange et de Laplace. » Pour Jevons, il s'agissait simplement d'indiquer que comprendre les mécanismes sociaux qu'analysent les théories économiques suppose pour éviter de se noyer dans les détails et de surestimer des aspects secondaires de la réalité de quantifier ladite réalité et de définir avant d'engager toute réflexion quelques concepts précis permettant de rendre compte des relations sociales.

Concrètement, il ne sert à rien de prétendre qu'en augmentant les salaires, on augmente la demande, si bien qu'on réduit le chômage. Une telle assertion heurte le bon sens, si c'était si simple, on ne comprend pas pourquoi les gouvernements n'imposent pas des augmentations de salaires ; en effet, selon une telle vision de l'économie, celles-ci donneraient satisfaction à tout le monde : aux salariés voyant leur pouvoir d'achat augmenter, aux chômeurs retrouvant un emploi, aux entreprises multipliant les débouchés, à l'État bénéficiant dans ses rentrées fiscales de cette

dynamique économique accrue. Elle heurte aussi les travaux des économistes. Ceux-ci ne doivent pas pourtant se contenter de réagir en criant au sophisme. Ils doivent accomplir un authentique travail scientifique en procédant d'abord à l'identification dans l'économie de la consommation, de ses liens avec les autres paramètres, notamment avec la croissance, de la nature de ses liens en termes de causes et d'effets. Ils doivent ensuite procéder à des examens statistiques et économétriques pour vérifier la pertinence des affirmations avancées.

L'économie serait donc la reine des sciences parce qu'elle procéderait d'une part comme les mathématiques en s'appuyant sur un ensemble d'axiomes et en élaborant des déductions logiques ; d'autre part comme les sciences de la nature en cherchant une vérification empirique reposant sur la statistique et l'économétrie, même si cette vérification ne peut pas être parfaitement assimilée à une expérience.

Cette perception de la méthode de l'économiste est apparue dès les premières théories organisées. Le premier professeur d'économie de l'histoire, l'Anglais William Nassau Senior, un disciple de David Ricardo, commença son cours en 1826 en affirmant deux choses.

La première est que, s'il avait accepté d'enseigner l'économie dans une université, c'est-à-dire dans une structure vivant d'argent public, c'était parce qu'il avait acquis la conviction que l'économie était une science et que son message n'était pas de la propagande au profit de tel ou tel groupe politique mais bel et bien un moyen de diffuser un savoir à même d'améliorer le bien-être social. Il soutenait son point de vue en déclarant : « Nul n'est économiste s'il est protectionniste. » Cette phrase est fondamentale pour qui veut comprendre ce qu'est un économiste et ce qu'on doit en attendre. En effet, Senior comme la plupart de ses contemporains vivaient dans un monde profondément protectionniste et dont les res-

ponsables n'hésitaient pas à se déclarer protectionnistes. Il ne les accusait pas pour autant d'incompétence ou de stupidité. Il disait simplement que ce qu'établit l'économiste, c'est que le libre-échange en faisant baisser les prix améliore le pouvoir d'achat de tous alors que le protectionnisme, en empêchant la concurrence, avantage certains secteurs. L'économiste considère que son rôle est de concevoir les politiques qui améliorent la situation globale de la population. Le protectionniste est celui qui choisit de favoriser une partie de la population au détriment de l'autre, choix, qui n'étant pas justifiable économiquement, a d'autres justifications – politiques, éthiques ou religieuses. Les protectionnistes anglais de l'époque de Senior connaissaient les théories des économistes, mais ils choisissaient de défendre la production nationale de blé pour garantir le pouvoir, la richesse et le statut social des propriétaires terriens en général nobles et pour avoir la certitude qu'en cas de nouveau blocus continental, du type de celui mis en place par Napoléon I<sup>er</sup>, l'Angleterre aurait été en mesure de nourrir sa population. L'économiste rend un verdict en termes de coût de production et de pouvoir d'achat, le décideur choisit en prenant en compte d'autres paramètres. La rigueur scientifique impose à l'économiste de ne pas chercher à justifier l'action du décideur par des théories fausses, mais à lui fournir les moyens d'apprécier les conséquences de ses actes.

La seconde affirmation de Senior est qu'en tant que science, l'économie est axiomatique. Il posa donc quatre axiomes autour desquels il construisit son cours. Ces axiomes se voulaient intemporels et dépourvus de toute référence nationale. Il n'est pas inutile de les rappeler ici.

Le premier est ce que l'on appelle le principe d'hédonisme, c'est-à-dire l'idée que chacun agit selon son intérêt, c'est-à-dire encore que chacun cherche dans ses actes à augmenter sa satisfaction et à réduire sa peine. Le deuxième, qui se voulait à l'époque

une réfutation des thèses de Malthus, est que la population n'est jamais trop nombreuse, car les mécanismes de marché par l'augmentation des prix des denrées devenues rares conduisent les hommes à réagir, soit en augmentant la production, soit en ayant recours à une production de substitution, soit en engageant un auto-contrôle de la démographie. Le troisième est que l'économie est soumise au principe des rendements décroissants. Le quatrième est que la productivité est croissante.

Ces axiomes sont toujours au centre de la science économique, même si leur formulation littéraire ou mathématique a fluctué dans le temps. Les rendements décroissants s'expriment souvent dans les manuels d'aujourd'hui par l'affirmation que le coût marginal est croissant en fonction de la production. Même si Senior ne parlait pas de coût marginal, il ne disait pour autant pas autre chose.

Cette identité entre la méthode du mathématicien et celle de l'économiste a fait le succès de notre École dans le développement de la science économique et beaucoup d'économistes de référence sont ou ont été des polytechniciens. De là à dire que pour être économiste, il faut être polytechnicien, il y a un pas que je ne franchirai pas. L'École s'est d'ailleurs illustrée dans le passé pour avoir ignoré un des plus grands économistes de l'histoire. Walras, le fondateur de l'économie néoclassique, fut collé au concours d'entrée à l'X et il a vécu si douloureusement cet échec qu'il sombra dans une dépression sévère qui l'empêcha de terminer sa formation d'ingénieur civil des Mines.

Pourtant, malgré cette affirmation de la nécessité de se conformer à une méthode rigoureuse et de ne soutenir une théorie qu'après l'avoir construite selon cette méthode d'axiomatisation et de vérification statistique, le tri parmi les gens qui s'expriment en économie reste difficile à faire. Notre camarade Bernard Salanié (81) dans un article de la revue *Sociétal* <sup>2</sup> sur le statut de l'économie et des écono-

mistes défend l'idée que, *in fine*, les économistes tirent leur reconnaissance de l'adoubement de leurs pairs. Est économiste celui qui a été accepté par les autres économistes comme économiste, soit par les procédures de sélection universitaire, soit par l'acceptation de la publication de ses œuvres dans des revues ou par des maisons d'édition spécialisées en économie.

En fait, le problème de savoir qui est économiste serait second si le contenu de ce savoir était reconnu par tous et comme tel pouvait être utilisé sans état d'âme.

Or un des problèmes de l'économie est qu'à côté de la théorie économique de référence se développent des hétérodoxies qui sont vécues par une partie non négligeable de la population comme tout aussi pertinentes que les idées défendues par la majorité des économistes.

## Pertinence du savoir économique

Le foisonnement du nombre de gens qui se considèrent en droit d'affirmer en économie sans se demander si ce qu'ils racontent est exact est entretenu par le fait que les économistes, même ceux qui ont reçu la sanctification de leurs pairs, affichent des opinions très diverses.

Dans son livre *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Schumpeter s'interrogeait sur l'émergence d'idées reçues, sur la dictature des schémas intellectuels tout faits, d'autant plus dominants qu'ils s'éloignent de la dure vérité pour se nourrir de réconfortantes illusions. Il s'inquiétait de ce paradoxe qui fait que le capitalisme, qui est le système qui a le plus amélioré la vie quotidienne des populations, est le système qui a suscité la plus abondante littérature critique. Il se disait en outre frappé de devoir constater que toute critique du libéralisme, aussi extravagante soit-elle, trouve toujours parmi les économistes reconnus un groupe capable de la défendre.

À lire Schumpeter, c'est comme si l'économiste appliquait la grille de lecture de la théorie néoclassique fondée sur l'intérêt individuel à la gestion de sa propre production intellectuelle. L'économiste universitaire convaincu par l'étude des textes d'Adam Smith, de Léon Walras ou d'Alfred Marshall que tout individu réagit selon son intérêt et que ce faisant il conduit la société à un équilibre qui fournit un maximum de bien-être serait amené naturellement à regarder où va son intérêt dans la conduite de sa carrière académique et dans les prises de position autour desquelles il la construit. Or, il est facile d'acquérir la notoriété et une réputation de générosité en dénonçant le capitalisme et l'économie de marché, il est facile de convaincre ses pairs aux conditions de vie souvent modestes de la nocivité du marchand enrichi. Bref, pour Schumpeter, l'économiste réfléchi peut raisonnablement considérer qu'il est de son intérêt de dénoncer à l'envi les mécanismes économiques libéraux.

Schumpeter avait de quoi être affligé par les prises de position de certains de ses collègues et s'il revenait parmi nous, il aurait matière à l'être encore. Son raisonnement est séduisant et on pourrait comme lui s'interroger sur cet étrange destin de la théorie libérale qui au travers de la mise en avant de l'intérêt individuel conduit ceux qui la comprennent à devoir la dénigrer. Pourtant, au fur et à mesure que l'économie se précise, il est rassurant de constater que se dégage un consensus plus large et plus marqué que ce que l'on pourrait croire.

Déjà, à l'époque classique, les premiers économistes mettaient en garde les hommes politiques contre la facilité de tout accepter en matière économique, de ne pas chercher à voir ce qui ressort d'une véritable réflexion de ce qui est le fruit d'une posture sociale <sup>3</sup>. Et lorsque Keynes déclara solennellement que le drame de la politique économique était que les hommes politiques n'avaient à leur disposition que les théories d'économistes morts, assimilant dans la fou-

lée Ricardo à Torquemada, c'est-à-dire à un dictateur intellectuel régnant sur des esprits envoûtés, il s'est heurté à la volonté de beaucoup d'économistes de considérer que les travaux des anciens n'étaient pas à rejeter d'un revers de la main. John Hicks, l'auteur du célèbre modèle IS-LM que tous les étudiants en économie ont croisé au moins une fois dans leur vie, a conçu ce modèle comme un moyen de concilier les thèses classiques et néoclassiques avec celles nouvelles de Keynes. Et dans ce que les économistes connaissent sous le nom de « Querelle des deux Cambridge », Paul Samuelson reprocha aux keynésiens anglais de stricte obédience regroupés autour de Joan Robinson d'ignorer tout le travail accompli par leurs prédécesseurs.

Cette idée que l'on ne construit pas la science économique sur le paradoxe et la controverse, sur la ruine des idées du passé ou de celles des autres économistes, cette idée que résumait bien Tony Blair lorsqu'il a fait un discours au Parlement français en déclarant « Il faut désormais comprendre et admettre qu'il n'y a pas une politique économique de gauche et une politique économique de droite, mais qu'il y a une politique économique qui marche et des politiques économiques qui échouent », cette idée donc est plus partagée qu'on ne pourrait le croire parmi les économistes.

Pour citer pour une dernière fois un grand économiste au risque de paraître pédant, je me référerai à John Stuart Mill. À l'instar de Senior, il considérait son savoir économique comme un savoir scientifique. Appelé à se prononcer sur la politique économique du Parti libéral en matière d'emploi, il affirma qu'il n'y a pas une façon conservatrice et une façon libérale de réduire le chômage. Mais il y a la façon identifiée par les économistes : il faut baisser les salaires, soit directement pour inciter les entreprises à embaucher, soit indirectement en prélevant un impôt qui permet à l'État d'embaucher. En revanche, chaque parti politique peut doser plus ou moins ces deux mesures, peut

accepter un niveau plus ou moins élevé de chômage. Cette séparation entre ce qui relève de la science incontestable et ce qui revient de la décision politique est de plus en plus admise. La science économique moderne est *grosso modo* assez bien décrite dans la théorie néoclassique qui prit son développement à partir des travaux de l'Anglais Jevons, de l'Autrichien Menger et du Français Walras. Elle repose sur les axiomes modernisés mais toujours actuels de Senior. Pour compléter le tout, la science économique moderne a prolongé les thèses de Ricardo sur le libre-échange et sur l'impact des rendements décroissants et celles d'Adam Smith sur le partage des rôles entre le marché et l'État.

Malgré les sarcasmes qu'inspirent régulièrement les prévisions des conjoncturistes démenties par la réalité, malgré les diatribes idéologiques contre l'économie de marché qui garantissent à ceux qui les prononcent la sympathie d'une partie du corps social, la science économique a ainsi acquis sinon des certitudes du moins de fortes assurances sur ce qu'il faut faire et sur ce qu'il ne faut pas faire pour atteindre certains résultats. La passivité assassine des autorités monétaires américaines des années trente face à la déflation, passivité qui a conduit au chômage de masse dans le monde industriel, n'est plus de mise et plus aucune banque centrale ne commettrait de telles erreurs.

Le problème de la vérité économique est moins son absence d'absolu que le fait qu'elle est souvent difficile à admettre. Comme le disait Jacques Rueff, un de nos grands anciens : « Soyez libéral, soyez socialiste, mais ne soyez pas menteur. » Ce dont souffre l'économie, c'est la méconnaissance qui l'entoure et la pollution de son message par des prises de position qui fascinent le public alors qu'elles sont fallacieuses. Il est facile de susciter l'enthousiasme contre l'égoïsme du marché mais il est plus austère et plus ingrat de raconter les thèses de Coase sur la taille optimale de la firme, de s'interroger sur le traitement des

externalités chez Pigou, de démontrer le théorème de Debreu-Arrow ou plus simplement de définir les missions de l'État.

Notre ministre des Finances a créé un organisme chargé de superviser la diffusion de la connaissance économique. Cette démarche montre qu'il est à peu près admis dans notre société qu'il y a quelque chose à diffuser. Et donc que Senior avait raison : en enseignant l'économie, il apportait à ses étudiants un savoir et non de la propagande. Mais cette diffusion ne sera efficace que si elle revient là encore à John Stuart Mill, c'est-à-dire à la double nécessité de faire comprendre ce qui relève du choix politique et ce qui est le fruit inexorable de la physique sociale ; et d'écouter toutes les opinions, même les plus farfelues, pour selon le cas en souligner la pertinence ou en démontrer les incohérences et les falsifications.

X-Sursaut ne saurait être ni un laboratoire en économie, ni une sorte d'office où les cadres dirigeants de l'économie française chercheraient, en combinant récits de leur expérience et références scientifiques, à légitimer leur rôle social. X-Sursaut doit être un des groupes qui permettront aux citoyens de faire leur choix en toute liberté mais aussi, autant que faire se peut, en toute connaissance de cause. n

1. *Le capitalisme total*, éditions du Seuil, collection la République des idées.

2. *Sociétal* n° 50 : dossier sur le rôle social de l'économiste ; voir également Bernard Salanié : *L'économie sans tabou*, éditions Le Pommier.

3. Voir à ce sujet la lettre de Frédéric Bastiat à Lamartine, reproduite dans *Sociétal* n° 53.